

## **Interview de Jean-Dominique Durand, président de l’Amitié Judéo-Chrétienne de France**

**Jean-Dominique Durand, pouvez-vous nous présenter l’AJCF et quelles sont vos relations avec le monde juif ?**

L’Amitié Judéo-chrétienne de France est fondée en 1948 par un historien laïc, de culture juive, Jules Isaac, avec des chrétiens. Celui-ci est l’auteur des fameux manuels d’histoire Malet et Isaac. Inspecteur général d’Histoire, il avait été révoqué dès 1940 par Vichy. Son épouse Laure et sa fille Juliette furent assassinées à Auschwitz. Son gendre Robert Boudeville, résistant, mourut à Bergen-Belsen. Seul son fils cadet Jean-Claude, revint de l’Enfer ayant survécu aux Marches de la mort.

En 1947, Jules Isaac participe à la Conférence de Seelisberg (Suisse) où juifs et chrétiens se retrouvent pour une déclaration commune invitant à la redécouverte du lien vital entre judaïsme et christianisme - *Les dix points de Seelisberg*. Il publie la même année *Jésus et Israël*, ouvrage entrepris en 1942. Il montre en historien comment l’antijudaïsme perpétué depuis les premiers siècles du christianisme a fait le lit de l’antisémitisme racial et social moderne, et il appelle à un abandon de « l’enseignement du mépris », c’est-à-dire de la vision chrétienne négative du judaïsme et des juifs. En voulant revoir l’enseignement chrétien sur le judaïsme, Jules Isaac a apporté une pierre d’angle à la recherche de la vérité, car selon lui, « aucune autorité ne vaut contre les faits ». Il a agi avant tout en historien. Il a voulu revenir aux textes fondateurs qu’il a décortiqués, analysés, confrontés les uns aux autres. Sa démarche est une formidable leçon de méthode pour démontrer ce qui paraissait impossible à beaucoup, qu’un enseignement transmis d’abord par les Pères de l’Église, puis répété des siècles durant, devait être révisé pour être fidèle au Christ et effacer les interprétations erronées de la Bible qui entretenaient la haine des juifs.

Jules Isaac fonde en 1948 l’Amitié judéo-chrétienne de France, association non confessionnelle réunissant juifs, chrétiens et agnostiques. Ses visites au pape Pie XII en 1949, et surtout à Jean XXIII en 1960 ont été décisives pour permettre une vision mutuelle différente avec notamment la suppression de la mention aux « juifs perfides » dans la prière pour les Juifs du Vendredi Saint et l’adoption d’une formulation respectueuse. En 1965 le Concile Vatican II en adoptant la Déclaration *Nostra Aetate* permit une avancée considérable. Il a voulu tourner le dos à près de deux millénaires de méfiance, de conflits, voire de haine, pour construire un avenir autre, fondé sur l’amitié. Il a mené un combat de vérité. C’est avec raison que Mgr Pierre d’Ornellas l’a qualifié de « génie providentiel ».

La démarche de l’AJCF est résumée dans l’article 2 de ses statuts :

« L’AJCF a pour tâche essentielle de faire en sorte qu’entre Judaïsme et Christianisme la connaissance, la compréhension, le respect et l’amitié se substituent aux malentendus séculaires et aux traditions d’hostilité. Elle œuvre non seulement pour que soit éradiqué l’antijudaïsme ancestral, mais aussi pour que Juifs et Chrétiens aident, par une présence civique et spirituelle, la société moderne à s’orienter. »

Évidemment, elle exclut toute forme de syncrétisme comme de prosélytisme. Il est important de souligner sa double vocation « civique » et « spirituelle ». La connaissance et la reconnaissance des uns et des autres passent par une démarche spirituelle, la compréhension des textes, le partage des fêtes. La vocation civique est aussi fondamentale : l’AJCF a vocation à agir dans la Cité, notamment pour lutter contre l’antisémitisme.

**La montée inquiétante de l'antisémitisme est au coeur des préoccupations tant de l'Amitié judéo-Chrétienne de France et du Service National des relations avec le Judaïsme de la Conférence des Evêques de France que du B'nai B'rith France. Quelles actions ont été mises en place et quelles actions futures sont envisagées pour lutter contre ce fléau ?**

Notre temps est confronté à une résurgence de l'antisémitisme. La *Radiographie de l'antisémitisme en France* publiée en janvier 2022 par l'American Jewish Committee et la Fondation pour l'Innovation politique montre combien la situation est inquiétante. L'antisémitisme est bien un virus aux multiples variants qui infecte la société. Les préjugés sont vivaces. Les Français juifs se sentent menacés et s'inquiètent à juste titre pour leurs enfants. Il convient de s'arrêter sur la conclusion du document :

« Les Français semblent comprendre que l'antisémitisme n'est pas le problème des Français juifs, mais qu'il concerne la société dans son ensemble, que ses institutions, sa culture et ses valeurs ne résisteront pas à l'augmentation de l'antisémitisme. [...] Face au retour de l'antisémitisme observé depuis bientôt vingt-cinq ans, notre enquête montre qu'une réponse collective juste, forte, efficace et durable est maintenant nécessaire, et qu'elle est devenue possible. »

L'AJCF a ici une responsabilité civique majeure : celle non seulement de faire vivre l'amitié entre les juifs et les chrétiens, mais surtout de montrer que les juifs ne sont pas seuls. Cela passe par une solidarité fortement exprimée lorsque des actes antisémites sont commis, par des protestations publiques. Dans le contexte actuel de réaffirmation d'un antisémitisme décomplexé et de réécriture de l'histoire, l'AJCF affirme avec ses quarante Groupes locaux répartis dans toute la France, sa volonté de lutter avec le B'nai B'rith contre ce virus qui empoisonne la société en interrogeant l'engagement de tous les citoyens de bonne volonté dans ce combat vital.

**Comment lutter contre les nouvelles formes d'antisémitisme ?**

Parmi les nombreuses expressions de la haine antisémite, l'antisionisme et la haine de l'État d'Israël occupent une place importante. On assiste à une « israélisation » de l'antisémitisme. L'AJCF est bien sûr attachée à Israël, mais elle n'a pas vocation à s'ingérer dans la politique conduite par le gouvernement israélien. Cela est l'affaire des citoyens israéliens, dans un pays où la vie démocratique est intense. En revanche, l'AJCF entend intervenir dès lors que des mensonges, des *Fake News* sont répandus contre Israël, car cela contribue à développer l'antisémitisme, notamment parmi nos concitoyens musulmans qui soutiennent la cause palestinienne. Plus que tout autre État dans le monde, Israël est toujours accusé des forfaits les plus sinistres, et les juifs du monde entier accusés d'en être les complices. Tout événement opposant Israël à ses voisins a quasi automatiquement des répercussions en France et sur les Français juifs mis en accusation. Un chercheur israélien, Ben-Dror Yemini a publié en 2020 un ouvrage très intéressant, *L'industrie du mensonge. Les médias, le milieu universitaire et le conflit israélo-arabe*. C'est bien à une « industrie du mensonge » qui mêle contre-vérités, haine et cynisme que l'on est confronté lorsqu'il s'agit du conflit du Moyen-Orient. L'une des accusations les plus choquantes est l'identification d'Israël avec l'Allemagne nazie. On les trouve même dans des publications chrétiennes qui reprennent la propagande du Hamas, mouvement reconnu sur le plan international comme terroriste, qui prône dans sa charte la disparition d'Israël. On avance par exemple l'idée d'une

extermination des Palestiniens, ce qui est inadmissible : la population palestinienne se trouve dans une dynamique démographique, et ceux qui vivent en Israël s’y trouvent plutôt bien et participent à la vie démocratique du pays. On parle donc d’un « génocide des Palestiniens », d’un État fondé sur « l’apartheid », détournement des mots, relativisation des réalités du génocide des juifs et de l’apartheid des Noirs en Afrique du Sud.

De nombreux manuels scolaires colportent une vision unilatérale du conflit du Moyen-Orient. Une étude récente par le B’nai B’rith en offre un panorama préoccupant. Les organisations internationales, l’UNESCO en octobre 2016, l’ONU en décembre 2021, publient des documents déniaient la judéité de Jérusalem.

C’est inadmissible pour la vérité des faits ; c’est très dangereux pour la paix civile en France même. L’AJCF intervient régulièrement dans le débat public pour lutter contre tous les cas de désinformation.

### **Nos deux religions reposent sur des fondements communs mais aussi différents. Comment conjuguer nos forces afin d’amener à une société plus apaisée ?**

L’AJCF rejette tout autant le syncrétisme que le prosélytisme. Le judaïsme et le christianisme, avec leurs propres diversités internes, sont tout à la fois proches du fait des racines communes contenues dans le Premier Testament, et éloignés du fait d’une histoire trop souvent cruelle. Le poids de l’histoire est terriblement lourd. Mais il ne doit pas nous paralyser. Jules Isaac l’a bien montré. Lui qui a été frappé dans sa chair par la folie de l’antisémitisme, a œuvré pour construire une autre relation entre juifs et chrétiens fondée sur l’Amitié. Ce grand historien a su mettre son travail d’historien au service d’une volonté de surmonter précisément les préjugés transmis de génération en génération. Nous sommes aujourd’hui les héritiers de ce travail qu’il convient de continuer à approfondir, de faire fructifier par un travail de connaissance mutuelle qui prenne en considération en leur vérité propre le judaïsme et le christianisme. Le pape Jean-Paul II qui connaissait bien le judaïsme a beaucoup fait pour faire évoluer la position de l’Église, pour qu’elle ne s’arrête pas à la Déclaration *Nostra Aetate* du concile Vatican II en 1965. Sa visite à la Grande Synagogue de Rome le 13 avril 1986 reste dans les mémoires, avec sa formule présentant les juifs comme « les frères aînés » des chrétiens dans la foi. Déjà le 17 novembre 1980, à la synagogue de Mayence, il avait récusé la théologie de la substitution.

Le cardinal Jean-Marie Lustiger disait :

« La rencontre et la connaissance mutuelle ne supprimeront pas les divergences. Mais elles mettraient – je dirais plutôt : elles mettront – en lumière des convergences que la « globalisation » des cultures doit rendre aujourd’hui plus manifestes. Elles renforceront la prise de conscience de positions fondamentales communes sur la vie des sociétés. » (*La Promesse*, 2002, p. 197).

Quelles sont ces « positions fondamentales » communes ? L’archevêque de Paris en énumérait quelques unes qu’il empruntait à « l’universalisme d’Israël », à savoir la liberté, les droits humains, l’égalité démocratique, la fraternité. Nous avons là un socle commun pour agir de concert dans la société française aujourd’hui bien fragilisée par les haines multiples, notamment la haine antisémite. N’avons-nous pas là l’expression de la devise de la République pour laquelle les juifs de France prient chaque samedi ?